



# **REGLEMENT GENERAL DE POLICE (RGP)**

(du 21 mai 1987)



# REGLEMENT GENERAL DE POLICE

(du 21 mai 1987)

## I. GENERALITES

### Organes d'exécution

#### Article premier

La police communale veille au maintien de l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité publics et fait observer les lois et règlements, dans l'intérêt général.

### Police locale

#### Article 2

<sup>1</sup>Elle s'exerce dans toute la circonscription communale sous réserve des attributions de la police cantonale.

<sup>2</sup>Les organes d'exécution sont:

- a) Le Conseil communal
- b) le directeur de police
- c) les commissions de l'hygiène publique et de l'environnement, du feu et scolaire
- d) les agents communaux assermentés (agents de police, garde-forestier, etc.). Ces agents sont assermentés par le Président du Conseil communal.

### Mesures provisoires Article 3

En cas d'urgence, le Conseil communal est compétent pour édicter des mesures provisoires non prévues par le présent règlement, notamment lors de catastrophes ou de circonstances exceptionnelles.

### Contraventions

#### Article 4

Les rapports pour contraventions sont remis au plus tôt au directeur de police qui les transmet au procureur général. Les cas graves sont communiqués au Conseil communal.

### Autorisations

#### Article 5

Dans tous les cas où une disposition du présent règlement prévoit une autorisation, celle-ci doit être demandée par écrit suffisamment à l'avance, à la direction de police sauf si une autre autorité est expressément désignée.

## **II. POLICE DES HABITANTS**

### **A. Suisses**

#### **Résidants**

##### **Article 6**

Toute personne d'origine suisse qui réside dans la circonscription communale avec l'intention de s'y établir est tenue, dans les 20 jours dès son arrivée, de déposer son acte d'origine au bureau du Contrôle des habitants.

Les chefs de ménage présentent leur livret de famille.

Les dispositions du 1er alinéa sont applicables aux personnes qui atteignent leur majorité.

Le bureau précité délivrera un permis de domicile et conservera les papiers de légitimation.

#### **Séjour**

##### **Article 7**

Les personnes de nationalité suisse séjournant dans la commune mais dont le domicile légal se trouve dans une autre localité, en particulier les femmes mariées vivant séparées de leur mari, les mineurs et les interdits, déposent, dans le même délai, une déclaration de domicile établie par l'autorité communale compétente.

#### **Villégiature**

##### **Article 8**

Les Suisses en villégiature sont dispensés des formalités ci-dessus tant que leur séjour ne dépasse pas trois mois et ne se renouvelle pas plusieurs fois dans l'année.

### **B. Etrangers**

#### **Résidants**

##### **Article 9**

Les étrangers qui prennent domicile dans la commune doivent déposer, dans les 8 jours, les documents prescrits par les réglementations en la matière ou les conventions internationales.

Les dispositions fédérales et cantonales sur le séjour et l'établissement des étrangers restent réservées.

#### **Villégiature**

##### **Article 10**

Les étrangers en villégiature sont dispensés du dépôt de papiers de légitimation tant qu'ils n'exercent aucune activité lucrative et que le séjour ne dépasse pas trois mois.

## **C. Dispositions communes**

### **Logeurs**

#### **Article 11**

Toute personne qui loge chez elle un ressortissant suisse ou étranger est tenue de le rendre attentif aux prescriptions ci-dessus. Elle annoncera les arrivées, dans le délai de 20 jours pour les Suisses et de 8 jours pour les étrangers, pour autant qu'ils ne soient pas en villégiature, au bureau du Contrôle des habitants.

### **Changement de domicile**

#### **Article 12**

Tout changement de domicile dans la commune doit être annoncé dans les 8 jours au bureau du Contrôle des habitants.

### **Départ de la localité**

#### **Article 13**

Toute personne quittant la localité doit retirer ses papiers de légitimation et restituer son permis de domicile et sa carte civique.

### **Emoluments**

#### **Article 14**

Le bureau du Contrôle des habitants perçoit, au moment du dépôt des papiers, l'émolument prévu par la loi.

### **Recensements**

#### **Article 15**

Le Contrôle des habitants est chargé de l'exécution des recensements. Il peut en tout temps procéder à des dénombrements partiels.

### **Contrôles**

#### **Article 16**

Le préposé au Contrôle des habitants, ainsi que la police locale, peuvent exiger en tout temps la production des papiers de légitimation.

### **Déclarations**

#### **Article 17**

Toute personne doit répondre d'une manière véridique aux questions posées et donner avec exactitude les renseignements demandés.

## **III. POLICE LOCALE**

### **A. Voie publique**

#### **Dépôt de matériaux**

#### **Article 18**

Tout travail ou dépôt de matériaux sur la voie publique est soumis à l'autorisation du Conseil communal qui, s'il y a lieu, fixe le montant de l'indemnité. Les mesures de sécurité décidées de cas en cas par les organes de police, incombent au bénéficiaire de l'autorisation.

**Déviations****Article 19**

Lorsque les besoins l'exigent, la circulation ou le stationnement de tout véhicule sur certains endroits du domaine public peuvent être interdits ou limités par arrêté du Conseil communal approuvé par le Service des ponts et chaussées.

**Arbres et haies****Article 20**

Les arbres et les haies plantés en bordure de la voie publique doivent être taillés par les propriétaires de façon à ménager le gabarit d'espace libre nécessaire à la circulation et à ne pas limiter ni restreindre la visibilité. Le Conseil communal peut ordonner les entretiens nécessaires dans un délai fixé. Passé ce délai, la commune les fera exécuter aux frais des propriétaires.

**Fouille****Article 21**

Aucune fouille sur domaine public communal ne peut se faire sans autorisation du Conseil communal. Les mesures de sécurité, la signalisation et la remise en état incombent au requérant.

**Etendage****Article 22**

Il est interdit de suspendre des banderoles ou du linge au-dessus de la voie publique.

**Véhicules****Article 23**

Les conducteurs de véhicules veilleront à ne pas salir la chaussée. Avant qu'un véhicule quitte un chantier ou un champ, ses roues seront nettoyées. Si cela n'est pas possible, ils feront nettoyer la voie publique à leurs frais.

**Véhicules hors d'usage****Article 24**

Il est interdit d'entreposer des véhicules hors d'usage ou sans plaques sur le domaine public.

**Habitations mobiles Article 25**

Le stationnement des roulotte et caravanes servant ou non à l'habitation est interdit sur le territoire communal, exception faite pour la place de camping de la place ou tout autre endroit prévu par le Conseil communal.

## **B. Sécurité publique**

### **Généralités**

#### **Article 26**

Il est interdit de jeter, utiliser ou verser des matières qui risquent de blesser, salir ou molester des personnes.

### **Jeux et sports**

#### **Article 27**

Les jeux de balles sont interdits sur la voie publique, de même que les autres jeux pouvant compromettre la sécurité des personnes ou entraver la circulation.

Les jeux et sports tels que ski, hockey, luge, patin, planche à roulettes, etc., sont interdits dans les rues, sur les places publiques et dans les promenades, Ils ne peuvent être pratiqués qu'aux endroits désignés par le Conseil communal. Les compétitions sportives ne peuvent avoir lieu sur le domaine public qu'avec l'autorisation du Conseil communal.

### **Coups de feu et pièces d'artifice**

#### **Article 28**

Il est interdit de tirer des coups de feu ou autres projectiles et des pièces d'artifice, si ces activités mettent en danger des personnes, des animaux ou des choses.

### **Echafaudages**

#### **Article 29**

Toute personne qui installer des échafaudages, échelles, ponts volants, etc. est tenue, sous sa responsabilité, de veiller à leur solidité ainsi qu'à la sécurité des ouvriers et du public.

### **Ruchers**

#### **Article 30**

L'installation de ruchers à proximité de la voie publique et dans le voisinage immédiat de maisons habitées par des tiers est soumise à l'approbation préalable de l'autorité communale.

### **Stores et auvents**

#### **Article 31**

Les stores et auvents forjetant sur la voie publique doivent être installés de manière que ni leur armature ni aucune partie flottante ne descendent à moins de 2.20 m au-dessus du sol.

Il doit subsister au moins 0,50 mètre entre la bordure du trottoir et l'extrémité du store ou de l'auvent.

## **C. Tranquillité publique**

### **Bruit**

#### **Article 32**

Tout acte de nature à troubler la tranquillité publique est défendu.

Il est interdit d'incommoder les voisins par des émissions de bruits et de

la musique. En cas d'utilisation d'appareils ou d'instruments bruyants à l'intérieur de bâtiments, les fenêtres seront fermées.

### **Détonateurs**

#### **Article 33**

Pour la sauvegarde de la vendange, l'emploi de détonateurs et autres appareils destinés à éloigner les oiseaux est autorisé de 7 heures à 19 heures

### **Tondeuses et modèles réduits**

#### **Article 34**

L'emploi d'appareils à moteurs, tels que tondeuses à gazon, outils et autres modèles réduits est interdit avant 7 heures et après 20 heures ainsi que les dimanches et les jours de fête.

### **Travail bruyant**

#### **Article 35**

Sauf autorisation spéciale, tout travail bruyant est interdit de 22 heures à 6 heures, ainsi que les dimanches et jours de fête, partout où il trouble le repos des voisins.

### **Cris d'animaux**

#### **Article 36**

Tout propriétaire d'animaux est tenu d'éviter que leurs cris ne troublent la tranquillité publique.

## **D. Poids de mesures**

### **Généralités**

#### **Article 37**

Ne sont admis dans le commerce que les balances, poids et mesures vérifiées par le contrôleur officiel.

Le Conseil communal peut en tout temps faire contrôler le poids et la mesure des marchandises vendues.

## **E. Affichage**

### **Généralités**

#### **Article 38**

Le Conseil communal fixe les emplacements d'affichage et signe les conventions.

Il peut interdire l'application ou exiger l'enlèvement des panneaux réclame et d'affiches de nature à altérer l'aspect d'une rue, d'une place ou d'un site, nonobstant le droit éventuellement concédé.

### **Retrait des affiches**

#### **Article 39**

Les affiches devront être enlevées au plus tard sept jours après la manifestation annoncée.

**Destruction d'affiches****Article 40<sup>1</sup>**

L'arrachage ou la destruction totale ou partielle d'affiches, placardées de façon licite, est punissable de l'amende.

**F. Police rurale****Généralités****Article 41**

La police rurale est exercée selon les dispositions légales.

**Animaux de basse-cour****Article 42**

Les animaux de basse-cour ne doivent pas être lâchés sur la voie publique, ni pénétrer sur les propriétés d'autrui.

**Garde des vignes****Article 43**

La garde des vignes est de la compétence du Conseil communal qui décide, après avoir pris l'avis des milieux intéressés, de la date du début de ce service, et nomme les gardes-vignes.

**Gardes-vignes****Article 44**

Les gardes-vignes sont sous le contrôle du directeur de police qui répartit les secteurs et fixe les heures de garde.

**G. Etablissements publics****Généralités****Article 45**

Les tenanciers des hôtels, cafés, restaurants et autres établissements publics doivent se conformer aux prescriptions cantonales, notamment aux dispositions de la loi sur les établissements publics, les cercles, débits de boissons alcooliques et autres établissements analogues, ainsi que sur l'utilisation des appareils de jeu électromagnétiques et électroniques.

**Heures de police****Article 46<sup>2)</sup>****a) en général**

les établissements publics peuvent être ouverts dès 06'00 heures:  
l'heure de fermeture est fixée comme suit :

du dimanche au jeudi	à 24'00 heures
la nuit du vendredi au samedi	à 01'00 heure
la nuit du samedi au dimanche	à 01'00 heure

---

<sup>1</sup> Modifié le 12.03.2007

<sup>2</sup> Modifié le 18.11.1996

**b) cas particuliers**

<sup>1</sup>l'heure de fermeture des discothèques est fixée comme suit :

la nuit du dimanche au lundi	à 24'00 heures
la nuit du lundi au mardi	à 01'00 heure
la nuit du mardi au mercredi	à 01'00 heure
la nuit du mercredi au jeudi	à 02'00 heures
la nuit du jeudi au vendredi	à 02'00 heures
la nuit du vendredi au samedi	à 03'00 heures
la nuit du samedi au dimanche	à 03'00 heures

<sup>2</sup>l'heure de fermeture des cabarets-dancings est fixée comme suit :

la nuit du dimanche au lundi	à 24'00 heures
les nuits du lundi au dimanche	à 03'00 heures

**Exceptions****Article 47**

Les établissements publics peuvent rester ouverts, sans permission spéciale, les nuits du 31 décembre au 1er janvier, du dernier jour de février au 1er mars et du 1er au 2 août. La fermeture est repoussée d'une heure les soirs de Conseil général.

**Permissions tardives****Article 48**

Sur demande motivée, des permissions tardives peuvent être accordées. Les conditions et la procédure font l'objet d'un arrêté du Conseil communal.

**H. Distributeurs automatiques****Généralités****Article 49**

L'installation sur le territoire communal de tout distributeur ou appareil automatique doit être signalée dans les 10 jours par le détenteur à la police cantonale qui délivre la patente.

**Taxe****Article 50**

Une taxe sur l'utilisation des distributeurs et appareils automatiques est perçue par la commune.  
Elle s'élève à 50 % de la taxe cantonale.

**I. Professions ambulantes - Mendicité****Généralités****Article 51**

Nul ne peut exercer dans la commune une profession ou une industrie ambulante dans être pourvu d'une patente délivrée par l'autorité cantonale de police.

---

<b>Conditions</b>	<b>Article 52</b>
	Les conditions auxquelles peuvent d'exercer de telles professions sont définies par la loi cantonale.
<b>Visa de la patente</b>	<b>Article 53</b>
	Le colporteur doit faire viser sa patente au bureau communal, à son arrivée dans la localité. Ce visa est gratuit.
<b>Exposition ou vente sur domaine public</b>	<b>Article 54</b>
	Toute exposition ou vente sur le domaine public est soumise à autorisation du Conseil communal qui fixe la taxe.
<b>Stationnement de vente</b>	<b>Article 55</b>
	Les colporteurs et déballeurs ne peuvent stationner pour vendre leur marchandise à moins de 50 mètres des magasins exposant des articles similaires.
<b>Forains</b>	<b>Article 56</b>
	Les forains ne peuvent s'installer qu'avec l'autorisation de la police cantonale et de la direction de police communale qui leur désigne un emplacement. L'autorisation est soumise au paiement d'une taxe fixée par le Conseil communal.
<b>Mendicité</b>	<b>Article 57</b>
	La mendicité est interdite sur tout le territoire communal
<b>J. Matches au loto et autres jeux semblables</b>	
<b>Principe</b>	<b>Article 58<sup>1</sup></b>
	L'organisation de matches au loto ou autres jeux semblables est soumise aux principes généraux suivants :
	a) sont autorisées à organiser un match au loto par année, les oeuvres à but social et les sociétés poursuivant un but sportif, artistique ou culturel, dont l'effectif est de 20 membres actifs au moins âgés de plus de 16 ans.
	b) les autres sociétés ou groupements politiques ne peuvent obtenir une autorisation d'organiser un match au loto une fois l'an.

---

<sup>1</sup> Modifié le 12.11.2007

**Match en commun Article 59**

Les sociétés peuvent se réunir pour l'organisation d'un match en commun. Dans ce cas, ces sociétés ne pourront pas organiser un match au loto pour leur propre compte.

**Période officielle Article 60<sup>11</sup>**

Abrogé.

**Autorisations Article 61**

Les demandes concernant l'organisation de matches au loto ou autres jeux semblables seront adressées au Conseil communal.

La demande collective présentée par l'Association des Sociétés locales sera traitée en premier lieu. Les autres demandes seront traitées dans leur ordre d'arrivée.

**Heures de police Article 62**

Les matches au loto organisés le samedi se termineront à 1 heure du matin au plus tard.

Les matches au loto organisés le dimanche débuteront à 14'00 heures au plus tôt et se termineront à 24'00 heures au plus tard.

Une heure supplémentaire est accordée aux organisateurs pour le règlement des comptes.

**Taxes Article 63**

L'organisation des matches au loto est soumise à la perception d'une taxe fixée par arrêté du Conseil communal.

**Contrôle Article 64**

Le Conseil communal peut faire contrôler par la personne compétente la marchandise mise en jeu. Celle-ci doit dans tous les cas correspondre aux prescriptions légales.

**Taxe Article 65<sup>2</sup>**

<sup>1</sup>La Ville et commune de Boudry perçoit une taxe dite « taxe sur les spectacles » sur le prix des entrées ou des places de spectacles, représentations théâtrales ou cinématographiques ou toutes autres manifestations publiques payantes.

<sup>2</sup>La taxe est versée par le public en supplément du prix du billet et perçue par les organisateurs, sous contrôle du Conseil communal.

---

<sup>1</sup> Modifié le 12.11.2007

<sup>2</sup> Modifié le 22.06.2009

<sup>3</sup>La taxe est fixée à 10% du prix du billet. La taxe n'est pas applicable aux billets d'un prix inférieur à CHF 1.00.

<sup>4</sup>Sont seuls exonérés de la taxe les billets gratuits remis à des invités ou utilisés pour des entrées de service : presse, police du feu, etc. Ces billets doivent porter une indication qui les distingue nettement des billets payants.

<sup>5</sup>Les organisateurs des manifestations doivent annoncer à l'administration communale et dans les plus brefs délais, le montant des taxes perçues.

<sup>6</sup>Les organisateurs de spectacles qui n'annoncent pas à l'administration communale la taxe perçue par le présent règlement ou qui se rendraient coupables de fraude seront taxés d'office sur le maximum de places dont ils disposent. L'application de cette mesure administrative n'exclut pas la poursuite pénale, sur la base de l'article 44 du code pénal neuchâtelois.

<sup>7</sup>Le produit de la taxe sera affecté à la promotion des activités culturelles ou sportives.

## **IV. HYGIENE PUBLIQUE, POLICE SANITAIRE, MEDECINE DU TRAVAIL**

### **A. Propreté, salubrité**

#### **Organes d'exécution**

#### **Article 66**

La Commission de l'Hygiène publique et de l'environnement est chargée d'exécuter les prescriptions relatives à la police sanitaire et aux maladies transmissibles, de surveiller la salubrité et l'état d'entretien des constructions, d'appliquer les prescriptions fédérales et cantonales sur le contrôle des dentées alimentaires.

Ses attributions sont déterminées par la législation cantonale.

#### **Désinfections**

#### **Article 67**

Les désinfections de locaux ordonnées par un médecin ou la Commission de l'Hygiène publique et de l'environnement ne peuvent être exécutées que par le service officiel de désinfection, aux frais des intéressés.

La gratuité peut être accordée aux indigents.

#### **Propreté**

#### **Article 68**

Tous les actes de nature à compromettre la propreté et la salubrité sur le domaine public sont interdits. Sont également interdits ceux qui, sur fonds privé, peuvent porter préjudice à des tiers.

- 
- Sources d'eau, cours d'eau, fontaines**      **Article 69**
- Il est interdit de salir ou de contaminer l'eau des sources, chambres d'eau et fontaines.  
Les abords de ces dernières doivent être maintenus propres.
- Bornes d'hydrantes**      **Article 70**
- Sauf cas d'urgence, il est interdit d'utiliser les bornes d'hydrantes sans autorisation du Conseil communal ou des Services Industriels.
- Eaux usées**      **Article 71**
- Il est interdit de déverser des eaux usées sur la voie publique, de souiller cette dernière ou de la salir.
- Lavage de véhicules**      **Article 72**
- Il est interdit d'avoir recours aux fontaines publiques et aux cours d'eau pour laver les véhicules.
- Silo et compost**      **Article 73**
- Les silos et compost doivent être composés de matériaux dont la fermentation n'incommodera pas le voisinage par son odeur. L'autorité communale peut intervenir en tout temps, afin de remédier à une telle situation.
- Fumiers**      **Article 74**
- Le Conseil communal peut s'opposer à l'installation ou ordonner l'enlèvement d'un fumier s'il estime celui-ci nuisible à l'hygiène, en raison de la proximité d'habitation.  
Les fumiers doivent posséder une fosse étanche. Les jus provenant des fumiers et des silos doivent être conduits dans la fosse.
- Purin**      **Article 75**
- Le purin doit être transporté dans des "bosses" ou des récipients étanches.  
Les dimanches et jours de fenêtre, l'épandage de purin est interdit. Au surplus la loi fédérale sur la protection des eaux contre la pollution et ses ordonnances d'application sont réservées.
- Porcheries, poulaillers**      **Article 76**
- <sup>1</sup>Les porcheries, poulaillers, etc., ne peuvent être installés qu'avec l'approbation de l'autorité communale qui tiendra compte des nécessités de la salubrité publique.

<sup>2</sup>Il est notamment interdit de faire de l'élevage de poules, de lapins ou d'autres animaux de basse-cour dans ou à proximité des immeubles habités, ruraux exceptés.

## **B. Denrées alimentaires**

### **Commerce Article 77**

Le commerce de denrées alimentaires et plus particulièrement de viande est régi par les législations fédérales et cantonales.  
Le colportage de viande et matière carnées est interdit.

## **C. Destruction, élimination et entreposage des déchets**

### **Ordures et déchets Article 78<sup>1</sup>**

<sup>1</sup>La direction des travaux publics assure l'enlèvement des ordures ménagères, des déchets spéciaux des ménages et des déchets encombrants à l'exception de ceux de l'industrie. Elle établit l'horaire de ramassage, fixe les modalités de ce service et peut désigner des centres de dépôt.

<sup>2</sup>Les sacs à déchets doivent être déposés dans la rue au plus tôt la veille au soir du jour du ramassage et placés de manière à ne pas gêner les piétons et la circulation.

Il est interdit de jeter ou de déposer directement sur la voie publique des ordures ou tous autres objets pouvant causer des accidents.

Les déchets encombrants qui ne peuvent trouver place dans les sacs à déchets peuvent être déposés dans la rue au plus tôt la veille au soir du jour précédent le ramassage mensuel.

<sup>3</sup>Le Conseil communal peut, par un règlement spécial, organiser le ramassage différencié des déchets récupérables.

<sup>4</sup>Il est interdit aux personnes ou entreprises non domiciliées dans la Commune, de déposer sur le territoire communal et notamment dans les rues ou dépôts de cette dernière, leurs déchets, conteneurs, poubelles ou sacs à déchets.

### **Dépôts de déblais Article 79**

Il est interdit de déposer des déblais de construction, de décombres, des carcasses de véhicules, des épaves, des ordures et des déchets de toute sorte ailleurs qu'aux endroits approuvés par les services cantonaux compétents et désignés à cet effet par le Conseil communal. Les contrevenants auront à débarrasser la place, sans préjudice de l'amende ou des poursuites pénales dont ils sont passibles.

---

<sup>1</sup> Modifié le 30.09.2002

**Destruction des  
matières toxiques****Article 80**

Les huiles de vidange et ménagères, ainsi que tous les déchets contenant des matières toxiques ou dangereuses pour l'environnement doivent être détruits, conformément à la législation cantonale. Ils seront livrés par leur propriétaire, au lieu de dépôt ou de destruction désigné par l'autorité communale.

**V. CIMETIERE****A. Surveillance, tranquillité, désaffectation****Surveillance****Article 81**

Le cimetière est placé sous la sauvegarde de la population et la surveillance de l'autorité communale.

**Ordre et tranquillité****Article 82**

L'ordre, la décence et la tranquillité doivent régner constamment dans l'enceinte du cimetière.

Il est interdit d'y introduire des chiens, d'y jouer ou de faire des déprédations. Sauf autorisation, aucun véhicule à moteur n'a le droit d'y pénétrer.

**Plantations****Article 83**

Il est défendu de toucher aux plantations ou de cueillir des fleurs sur les tombes. Il est fait exception à cette règle pour les personnes qui garnissent et entretiennent les tombes.

**Jalons****Article 84**

Il est interdit d'enlever les jalons.

**Désaffectation****Article 85**

En cas de réouverture de fosses pour de nouvelles sépultures ou de désaffectation de tout ou partie du cimetière, le Conseil communal avise les intéressés par affichage public et publication dans la Feuille officielle cantonale et dans la presse régionale. Il indique le délai légal pour l'enlèvement des monuments et bordures. Passé ce délai, le Conseil communal en dispose.

**Désaffectation des  
urnes****Article 86**

Le dépôt d'une urne dans une tombe n'en prolonge pas le délai de réouverture.

**Concession  
perpétuelle****Article 87**

Aucune concession perpétuelle de terrain ne sera accordée dans le cimetière.

**B. Inhumations, incinérations****Autorisations****Article 88**

L'autorité communale autorise l'inhumation ou l'incinération sur la base d'un certificat d'inscription de décès délivré par l'office de l'état civil compétent.

L'inhumation de toute personne domiciliée hors de la commune est soumise à l'autorisation du Conseil communal.

Aucune inhumation ne peut se faire en dehors du cimetière.

**Délais****Article 89**

Les ensevelissements n'auront lieu que les jours ouvrables, entre 48 et 72 heures après le décès. Exceptionnellement, et sur demande écrite et motivée de la famille et du médecin, l'autorité communale peut réduire ou prolonger ce délai.

**Frais d'inhumation****Article 90**

Le service des inhumations est gratuit pour toute personne domiciliée dans la commune.

Il comprend le creusage de la fosse, la sonnerie des cloches, le transport du domicile au cimetière ou au crématoire de Neuchâtel et la fourniture du jalon.

**Emoluments****Article 91**

Les émoluments d'inhumation de personnes non domiciliées dans la commune et qui n'y sont pas décédées correspondent aux frais effectifs engagés par la commune.

Les émoluments d'inhumation de personnes non domiciliées dans la commune et qui sont décédées sur son territoire sont fixés conformément à la loi sur les sépultures et à ses dispositions d'application. Il en va de même pour le cas des indigents.

**Monuments****Article 92**

Tout intéressé, parent ou ami, a le droit de placer sur une tombe un signe distinctif de sépulture, en bois, métal ou pierre, et d'y aménager un jardin avec plantation d'ornement.

**Dimensions****Article 93**

<sup>1</sup>Les dimensions ci-après doivent être observées pour les tombes, bordure comprise:

Adultes	long. 1.70 m	larg. 0.80 m
Enfants de 3 à 10 ans	long. 1.20 m	larg. 0.60 m
Enfants au-dessous de 3 ans	long. 0.80 m	larg. 0.50 m

<sup>2</sup>Les monuments et bordures en pierre ne peuvent être posés que six mois au moins après l'inhumation et une fois la tombe nivelée.

Tout monument doit être posé sur des fondations proportionnées à son poids.

La mise en place des monuments et bordures, et l'aménagement des jardins doivent se faire selon les indications données sur place par le jardinier du cimetière.

**Frais d'incinération Article 94**

Les frais d'incinération ne sont pas supportés par la Commune.

Les cendres des personnes incinérées restent à la disposition des familles.

**Urnes funéraires Article 95**

Moyennant demande préalable adressée au bureau communal, les urnes renfermant les cendres peuvent être déposées.

- a) sur la tombe d'un proche parent, dans la partie du cimetière réservée aux inhumations, et cela à une profondeur de 70 cm.
- b) dans un emplacement de 100 cm x 70 cm concédé par la Commune dans la partie du cimetière spécialement affectée à la sépulture des personnes incinérées.
- c) dans la fosse commune.

**Tombes abandonnées****Article 96**

Les tombes abandonnées peuvent, en tout temps, être nivelées, recouvertes de gravier ou ensemencées d'herbe par le jardinier du cimetière.

**Plantations****Article 97**

Les plantations arborescentes faites sur les tombes restent propriété communale. Il est interdit de les enlever, sauf avec le consentement de l'autorité communale et ce, le cas échéant, aux conditions qu'elle arrête. Le jardinier du cimetière peut procéder d'office et en tout temps à tous les élagages jugés opportuns.

**Jardinier du cimetière****Article 98**

Le jardinier du cimetière maintient ce dernier en bon état d'entretien et de propreté. Il procède à tous travaux y relatifs en se conformant aux ordres et instructions qui lui sont donnés par la direction de police. Conjointement avec les gardes communaux, il exerce la police du cimetière. En tant que cela cerne cette police, il a la compétence d'un agent communal.

**Dépôt de déchets****Article 99**

Il est défendu de déposer, dans l'enceinte du cimetière, des déblais, fleurs fanées, couronnes ou toutes choses pouvant nuire au bon respect ou à la propreté des lieux, en dehors des emplacements réservés à cet effet.

***VI. POLICE DES FORETS*****Bois mort****Article 100**

Il est permis de ramasser gratuitement le bois mort dans les forêts ouvertes, aux conditions émises par l'arrêté cantonal concernant le ramassage du bois mort.

**Exploitation****Article 101**

L'exploitation des bois et autres produits forestiers est réglementée par la loi forestière cantonale et par son règlement d'exécution.

**Circulation****Article 102**

La circulation des véhicules à moteur est interdite en forêt sauf sur les chemins autorisés.

***VII. POLICE DES CHIENS*****Déclaration****Article 103<sup>1</sup>**

<sup>1</sup>Toute personne domiciliée dans la circonscription communale qui garde un ou plusieurs chiens doit en faire la déclaration chaque année, du 1er au 31 janvier, à l'Administration communale en acquittant la taxe dont le montant est fixé par le Conseil général.

---

<sup>1</sup> Modifié le 30.03.1998

<sup>2</sup>Ce montant comprend la part de la taxe due à l'Etat, soit 10 francs par chien, sans les chiens exonérés par la loi, ainsi que les frais d'enregistrement et de marque au collier.

<sup>3</sup>Les personnes qui acquièrent un chien dans le courant de l'année doivent :

- a) la taxe entière si l'acquisition a lieu avant le 1er juillet,
- b) la demi-taxe si elle a lieu après le 30 juin.

Réserve est faite pour les chiens transférés d'une autre commune neuchâteloise pour lesquels la taxe a déjà été acquittée.

Aucun montant n'est dû si l'ancien détenteur a payé la taxe pour l'année en cours.

<sup>4</sup>Les présentes dispositions s'appliquent par analogie aux détenteurs de jeunes chiens atteignant l'âge de six mois avant le 1er juillet ou après le 30 juin.

## Exonération

### Article 104<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Sont exonérés de toute taxe par la loi :

- a) les chiens détenus sur le territoire communal depuis moins de trois mois,
- b) les chiens âgés de moins de six mois,
- c) les chiens utilisés par des infirmes,
- d) est un membre de la police cantonale ou communale,
- e) les chiens reconnus aptes au service militaire par le Département militaire fédéral,
- f) les chiens de catastrophe reconnus.

<sup>2</sup>Il ne sera fait aucune restitution de taxe pour un chien cédé après le 31 janvier ou décédé après le 30 juin.

En cas de décès au cours du premier semestre, la taxe est réduite de moitié.

<sup>3</sup>Les propriétaires de chiens qui n'auraient pas acquitté la taxe dans le délai fixé seront mis en demeure de le faire dans les huit jours.

Si la taxe n'est pas payée dans ce délai, le chien peut, après avertissement écrit adressé au détenteur, être saisi par la Commune, qui statue sur son sort et peut le confier à la SPA, le vendre ou le faire abattre si nécessaire.

## Identification

### Article 105<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Tout chien âgé de plus de cinq mois et détenu sur le territoire communal depuis plus de trois mois doit porter une puce électronique implantée sous la peau ou avoir le tatouage indélébile d'un numéro dans l'oreille ou sur toute autre partie visible du corps.

---

<sup>1</sup> Modifié le 30.03.1998

<sup>2</sup>Il doit également porter un collier muni de la médaille de contrôle délivrée par la Commune. La médaille indique le numéro d'ordre et le nom de la Commune.

<sup>3</sup>Tout chien dont le détenteur ne respecte pas les dispositions du présent article est saisi et mis en fourrière; il est traité conformément à l'article 103 si son détenteur ne le réclame pas dans les trois jours.

## **Errance**

### **Article 106<sup>1</sup>**

<sup>1</sup>Il est interdit de laisser les chiens errer, quêter, poursuivre ou chasser des animaux sauvages.

<sup>2</sup>Tout détenteur d'un chien doit être en mesure de le maîtriser à tout moment par la voix ou le geste; à défaut, le chien doit être tenu en laisse.

<sup>3</sup>Du 15 avril au 30 juin, les chiens doivent être tenus en laisse en forêt.

<sup>4</sup>Tout chien errant est saisi et mis en fourrière; il peut être abattu immédiatement si la saisie présente un sérieux danger.

<sup>5</sup>Sont réservées les dispositions spéciales en matière d'exercice de la chasse.

## **Chiens hargneux**

### **Article 107<sup>1</sup>**

<sup>1</sup>Les chiens hargneux doivent être tenus en laisse et munis d'une muselière.

## **Rut**

<sup>2</sup>Pendant le temps du rut, les chiennes doivent être enfermées ou tenues en laisse.

## **Aboiements**

<sup>3</sup>Lorsque les aboiements d'un chien incommode les voisins, son détenteur est invité à prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser.

## **Souillures**

### **Article 108<sup>1</sup>**

Tout détenteur d'un chien veillera à ce que celui-ci ne souille pas le domaine public.

Il est notamment tenu de l'empêcher de faire ses besoins naturels sur les trottoirs, dans les promenades et parcs publics ainsi que dans les emplacements de jeux réservés aux enfants. En cas de non-respect, il est tenu de nettoyer l'endroit souillé.

---

<sup>1</sup> Modifié le 30.03.1998

**Violation des obligations****Article 109<sup>1</sup>**

Les chiens pour lesquels les détenteurs n'ont pas respecté les dispositions des articles 106 à 108 ci-dessus sont saisis et mis en fourrière. L'article 104 est applicable par analogie.

**Mesures en cas d'agression****Article 109b<sup>2</sup>**

<sup>1</sup>L'autorité communale, la police cantonale et le service vétérinaire peuvent intervenir immédiatement en cas d'agression d'un chien sur une personne. Ils peuvent séquestrer l'animal préventivement et le placer en fourrière. Les intervenants s'informent mutuellement et immédiatement de leurs interventions respectives.

<sup>2</sup>Compte tenu des circonstances de l'agression, le service vétérinaire peut également ordonner la mise à mort de l'animal.

<sup>3</sup>Dans les cas graves, le service vétérinaire peut en outre interdire la détention de chiens aux personnes dont le ou les chiens ont fait l'objet d'au moins une des mesures mentionnées dans le présent article.

<sup>4</sup>Les frais découlant des mesures susmentionnées sont à la charge du détenteur.

**Annonces de morsures****Article 109c<sup>2</sup>**

<sup>1</sup>Les médecins constatant une blessure due à une morsure de chien dans le cadre de leur activité professionnelle sont tenus de l'annoncer au moyen du formulaire officiel et sans délai au service vétérinaire.

<sup>2</sup>Après examen des annonces, le service vétérinaire peut prendre des mesures à l'encontre du détenteur et du chien concerné, des éventuels détenteurs précédents et de l'éleveur du chien. En cas d'agression, il procède conformément à l'article 109b.

**Voies de droit****Article 109d<sup>2</sup>**

<sup>1</sup>Les décisions de la Commune rendues en application des articles 103 et 104 peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Département des finances et des affaires sociales.

<sup>2</sup>Les décisions de la Commune ou du service vétérinaire rendues en application des articles 105 à 109c peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Département de l'économie publique

---

<sup>1</sup> Modifié le 30.03.1998

<sup>2</sup> Teneur selon arrêté du 30.09.2002

## **VIII. ABATTOIRS**

### **Généralités**

#### **Article 110**

<sup>1</sup>L'abattoir est placé sous la surveillance de la police communale qui s'exerce par :

- a) l'inspecteur des viandes
- b) le directeur de la police communale
- c) la commission de l'Hygiène publique et de l'environnement

<sup>2</sup>Cas échéant, et à défaut d'intervention de l'un ou de l'autre des organes sus-indiqués, le Conseil communal prendra toutes dispositions conformes aux lois dans l'intérêt public.

### **Locaux et ouverture des locaux**

#### **Article 111**

Il est interdit d'abattre du bétail ailleurs qu'aux abattoirs dans lesquels il ne devra d'ailleurs pas séjourner, mais être abattu sans délai. L'abattage de nuit, les samedis après-midi et les jours fériés est prohibé. Les cas d'urgence sont réservés.

### **Taxe**

#### **Article 112**

Pour l'utilisation des locaux, il sera perçu une finance dont le montant est fixé par le Conseil général

### **Propreté et dommages**

#### **Article 113**

Les utilisateurs répareront immédiatement et à leurs frais tous les dommages causés par eux au bâtiment, aux ustensiles et installations. Après chaque utilisation les locaux doivent être rendus propres et en ordre.

### **Inspection des viandes**

#### **Article 114**

Tout animal abattu et reconnu propre à la consommation est estampillé par l'inspecteur des viandes. L'estampille est apposée sur les parties les plus apparentes de l'animal. Seul l'inspecteur ou son suppléant peuvent procéder à ces actes, conformément à l'ordonnance fédérale sur le contrôle des viandes et au règlement cantonal y relatif.

### **Déchets**

#### **Article 115**

<sup>1</sup>Les cuirs et la dépouille ne pourront séjourner à l'abattoir plus de 24 heures en été et 48 heures en hiver.

<sup>2</sup>Les viandes et les déchets carnés qui ne seront pas destinés à la consommation doivent être déposés sans délai dans les récipients mis à disposition ou conduits au centre de destruction de Montmollin.

**Entretien****Article 116**

L'entretien des abattoirs, des appareils et des ustensiles faisant partie intégrante de l'immeuble est à la charge de la commune.

**Public****Article 117**

L'entrée des abattoirs est interdite au public, tout particulièrement aux enfants.

## ***IX. POLICE DES CONSTRUCTIONS***

**Généralités****Article 118**

La police des constructions est soumise aux dispositions de la loi cantonale sur la matière, aux prescriptions d'exécution qui en découlent et au règlement d'urbanisme communal.

**Entretien-  
Interdiction  
d'habitation****Article 119**

Les propriétaires de bâtiments et autres constructions doivent les maintenir en bon état de façon qu'ils ne soient pas dangereux pour la sécurité publique et la santé des habitants.

L'autorité communale peut interdire l'habitation des locaux ou bâtiments qui ne répondent plus aux règles de l'hygiène.

**Indications  
officielles,  
installations  
publiques****Article 120**

Le Conseil communal a le droit d'apposer, sans indemnité, sur les constructions privées, des plaques indicatrices de noms de rues, de numérotations, de niveau, d'hydrants et autres indications concernant les services publics, et d'y installer des appareils d'éclairage public, des supports de fils électriques, etc., en tenant compte, dans la mesure du possible, des intérêts des propriétaires.

## ***X. POLICE DU FEU***

**Généralités****Article 121**

La police du feu est soumise aux prescriptions de la loi sur les constructions, de la loi sur la police du feu, de leurs règlements d'application et des règlements communaux adoptés en exécution de ces lois.



## Table des matières

---

<b>I. GENERALITES .....</b>	<b>1</b>
<b>Organes d'exécution .....</b>	<b>1</b>
Article premier .....	1
<b>Police locale .....</b>	<b>1</b>
Article 2 .....	1
<b>Mesures provisoires .....</b>	<b>1</b>
Article 3 .....	1
<b>Contraventions .....</b>	<b>1</b>
Article 4 .....	1
<b>Autorisations.....</b>	<b>1</b>
Article 5 .....	1
<b>II. POLICE DES HABITANTS.....</b>	<b>2</b>
<b>A. Suisses.....</b>	<b>2</b>
<b>Résidants.....</b>	<b>2</b>
Article 6 .....	2
<b>Séjour.....</b>	<b>2</b>
Article 7 .....	2
<b>Villégiature .....</b>	<b>2</b>
Article 8 .....	2
<b>B. Etrangers.....</b>	<b>2</b>
<b>Résidants.....</b>	<b>2</b>
Article 9 .....	2
<b>Villégiature .....</b>	<b>2</b>
Article 10 .....	2
<b>C. Dispositions communes.....</b>	<b>3</b>
<b>Logeurs.....</b>	<b>3</b>
Article 11 .....	3
<b>Changement de domicile .....</b>	<b>3</b>
Article 12 .....	3
<b>Départ de la localité.....</b>	<b>3</b>
Article 13 .....	3
<b>Emoluments .....</b>	<b>3</b>
Article 14 .....	3
<b>Recensements .....</b>	<b>3</b>
Article 15 .....	3

<b>Contrôles</b> .....	<b>3</b>
Article 16 .....	3
<b>Déclarations</b> .....	<b>3</b>
Article 17 .....	3
<b>III. POLICE LOCALE</b> .....	<b>3</b>
<b>A. Voie publique</b> .....	<b>3</b>
<b>Dépôt de matériaux</b> .....	<b>3</b>
Article 18 .....	3
<b>Déviations</b> .....	<b>4</b>
Article 19 .....	4
<b>Arbres et haies</b> .....	<b>4</b>
Article 20 .....	4
<b>Fouille</b> .....	<b>4</b>
Article 21 .....	4
<b>Etendage</b> .....	<b>4</b>
Article 22 .....	4
<b>Véhicules</b> .....	<b>4</b>
Article 23 .....	4
<b>Véhicules hors d'usage</b> .....	<b>4</b>
Article 24 .....	4
<b>Habitations mobiles</b> .....	<b>4</b>
Article 25 .....	4
<b>B. Sécurité publique</b> .....	<b>5</b>
<b>Généralités</b> .....	<b>5</b>
Article 26 .....	5
<b>Jeux et sports</b> .....	<b>5</b>
Article 27 .....	5
<b>Coups de feu et pièces d'artifice</b> .....	<b>5</b>
Article 28 .....	5
<b>Echafaudages</b> .....	<b>5</b>
Article 29 .....	5
<b>Ruchers</b> .....	<b>5</b>
Article 30 .....	5
<b>Stores et auvents</b> .....	<b>5</b>
Article 31 .....	5
<b>C. Tranquillité publique</b> .....	<b>5</b>
<b>Bruit</b> .....	<b>5</b>
Article 32 .....	5
<b>Détonateurs</b> .....	<b>6</b>
Article 33 .....	6

<b>Tondeuses et modèles réduits .....</b>	<b>6</b>
Article 34 .....	6
<b>Travail bruyant .....</b>	<b>6</b>
Article 35 .....	6
<b>Cris d'animaux .....</b>	<b>6</b>
Article 36 .....	6
<b>D. Poids de mesures.....</b>	<b>6</b>
<b>Généralités .....</b>	<b>6</b>
Article 37 .....	6
<b>E. Affichage .....</b>	<b>6</b>
<b>Généralités .....</b>	<b>6</b>
Article 38 .....	6
<b>Retrait des affiches.....</b>	<b>6</b>
Article 39 .....	6
<b>Destruction d'affiches .....</b>	<b>7</b>
Article 40 .....	7
<b>F. Police rurale .....</b>	<b>7</b>
<b>Généralités .....</b>	<b>7</b>
Article 41 .....	7
<b>Animaux de.....</b>	<b>7</b>
<b>basse-cour.....</b>	<b>7</b>
Article 42 .....	7
<b>Garde des vignes .....</b>	<b>7</b>
Article 43 .....	7
<b>Gardes-vignes.....</b>	<b>7</b>
Article 44 .....	7
<b>G. Etablissements publics .....</b>	<b>7</b>
<b>Généralités .....</b>	<b>7</b>
Article 45 .....	7
<b>Heures de police .....</b>	<b>7</b>
Article 46 .....	7
<b>Exceptions.....</b>	<b>8</b>
Article 47 .....	8
<b>Permissions tardives.....</b>	<b>8</b>
Article 48 .....	8
<b>H. Distributeurs automatiques.....</b>	<b>8</b>
<b>Généralités .....</b>	<b>8</b>
Article 49 .....	8
<b>Taxe.....</b>	<b>8</b>
Article 50 .....	8

<b>I. Professions ambulantes - Mendicité.....</b>	<b>8</b>
<b>Généralités .....</b>	<b>8</b>
Article 51 .....	8
<b>Conditions .....</b>	<b>9</b>
Article 52 .....	9
<b>Visa de la patente .....</b>	<b>9</b>
Article 53 .....	9
<b>Exposition ou vente sur domaine public.....</b>	<b>9</b>
Article 54 .....	9
<b>Stationnement de vente .....</b>	<b>9</b>
Article 55 .....	9
<b>Forains.....</b>	<b>9</b>
Article 56 .....	9
<b>Mendicité .....</b>	<b>9</b>
Article 57 .....	9
<b>J. Matches au loto et autres jeux semblables .....</b>	<b>9</b>
<b>Principe.....</b>	<b>9</b>
Article 58 .....	9
<b>Match en commun .....</b>	<b>10</b>
Article 59 .....	10
<b>Période officielle .....</b>	<b>10</b>
Article 60 .....	10
<b>Autorisations.....</b>	<b>10</b>
Article 61 .....	10
<b>Heures de police .....</b>	<b>10</b>
Article 62 .....	10
<b>Taxes.....</b>	<b>10</b>
Article 63 .....	10
<b>Contrôle .....</b>	<b>10</b>
Article 64 .....	10
<b>Taxe.....</b>	<b>10</b>
Article 65 .....	10
<b>IV. HYGIENE PUBLIQUE, POLICE SANITAIRE, MEDECINE DU TRAVAIL.....</b>	<b>11</b>
<b>A. Propreté, salubrité.....</b>	<b>11</b>
<b>Organes d'exécution .....</b>	<b>11</b>
Article 66 .....	11
<b>Désinfections .....</b>	<b>11</b>
Article 67 .....	11
<b>Propreté.....</b>	<b>11</b>
Article 68 .....	11
<b>Sources d'eau, cours d'eau, fontaines .....</b>	<b>12</b>

Article 69 .....	12
<b>Bornes d'hydrantes .....</b>	<b>12</b>
Article 70 .....	12
<b>Eaux usées .....</b>	<b>12</b>
Article 71 .....	12
<b>Lavage de véhicules .....</b>	<b>12</b>
Article 72 .....	12
<b>Silo et compost .....</b>	<b>12</b>
Article 73 .....	12
<b>Fumiers .....</b>	<b>12</b>
Article 74 .....	12
<b>Purin .....</b>	<b>12</b>
Article 75 .....	12
<b>Porcheries, poulaillers .....</b>	<b>12</b>
Article 76 .....	12
<b>B. Denrées alimentaires .....</b>	<b>13</b>
<b>Commerce .....</b>	<b>13</b>
Article 77 .....	13
<b>C. Destruction, élimination et entreposage des déchets .....</b>	<b>13</b>
<b>Ordures et déchets .....</b>	<b>13</b>
Article 78 .....	13
<b>Dépôts de déblais .....</b>	<b>13</b>
Article 79 .....	13
<b>Destruction des matières toxiques .....</b>	<b>14</b>
Article 80 .....	14
<b>V. CIMETIERE .....</b>	<b>14</b>
<b>A. Surveillance, tranquillité, désaffectation .....</b>	<b>14</b>
<b>Surveillance .....</b>	<b>14</b>
Article 81 .....	14
<b>Ordre et tranquillité .....</b>	<b>14</b>
Article 82 .....	14
<b>Plantations .....</b>	<b>14</b>
Article 83 .....	14
<b>Jalons .....</b>	<b>14</b>
Article 84 .....	14
<b>Désaffectation .....</b>	<b>14</b>
Article 85 .....	14
<b>Désaffectation des urnes .....</b>	<b>14</b>
Article 86 .....	14
<b>Concession perpétuelle .....</b>	<b>15</b>
Article 87 .....	15

<b>B. Inhumations, incinérations.....</b>	<b>15</b>
Autorisations .....	15
Article 88 .....	15
<b>Délais .....</b>	<b>15</b>
Article 89 .....	15
<b>Frais d'inhumation.....</b>	<b>15</b>
Article 90 .....	15
<b>Emoluments .....</b>	<b>15</b>
Article 91 .....	15
<b>Monuments.....</b>	<b>15</b>
Article 92 .....	15
<b>Dimensions .....</b>	<b>16</b>
Article 93 .....	16
<b>Frais d'incinération.....</b>	<b>16</b>
Article 94 .....	16
<b>Urnes funéraires .....</b>	<b>16</b>
Article 95 .....	16
<b>Tombes abandonnées.....</b>	<b>16</b>
Article 96 .....	16
<b>Plantations .....</b>	<b>16</b>
Article 97 .....	16
<b>Jardinier du cimetière .....</b>	<b>17</b>
Article 98 .....	17
<b>Dépôt de déchets.....</b>	<b>17</b>
Article 99 .....	17
<b>VI. POLICE DES FORETS .....</b>	<b>17</b>
<b>Bois mort.....</b>	<b>17</b>
Article 100 .....	17
<b>Exploitation .....</b>	<b>17</b>
Article 101 .....	17
<b>Circulation .....</b>	<b>17</b>
Article 102 .....	17
<b>VII. POLICE DES CHIENS .....</b>	<b>17</b>
<b>Déclaration .....</b>	<b>17</b>
Article 103 .....	17
<b>Exonération .....</b>	<b>18</b>
Article 104 .....	18
<b>Identification .....</b>	<b>18</b>
Article 105 <sup>1</sup> .....	18
<b>Errance .....</b>	<b>19</b>
Article 106 .....	19
<b>Chiens hargneux.....</b>	<b>19</b>

Article 107 .....	19
<b>Rut</b> .....	<b>19</b>
<b>Aboiements</b> .....	<b>19</b>
<b>Souillures</b> .....	<b>19</b>
Article 108 .....	19
<b>Violation des obligations</b> .....	<b>20</b>
Article 109 .....	20
<b>Mesures en cas d'agression</b> .....	<b>20</b>
Article 109b .....	20
<b>Annonces de morsures</b> .....	<b>20</b>
Article 109c <sup>2</sup> .....	20
<b>Voies de droit</b> .....	<b>20</b>
Article 109d <sup>2</sup> .....	20
<b>VIII. ABATTOIRS</b> .....	<b>21</b>
<b>Généralités</b> .....	<b>21</b>
Article 110 .....	21
<b>Locaux et ouverture des locaux</b> .....	<b>21</b>
Article 111 .....	21
<b>Taxe</b> .....	<b>21</b>
Article 112 .....	21
<b>Propreté et dommages</b> .....	<b>21</b>
Article 113 .....	21
<b>Inspection des viandes</b> .....	<b>21</b>
Article 114 .....	21
<b>Déchets</b> .....	<b>21</b>
Article 115 .....	21
<b>Entretien</b> .....	<b>22</b>
Article 116 .....	22
<b>Public</b> .....	<b>22</b>
Article 117 .....	22
<b>IX. POLICE DES CONSTRUCTIONS</b> .....	<b>22</b>
<b>Généralités</b> .....	<b>22</b>
Article 118 .....	22
<b>Entretien-Interdiction d'habitation</b> .....	<b>22</b>
Article 119 .....	22
<b>Indications officielles, installations publiques</b> .....	<b>22</b>
Article 120 .....	22
<b>X. POLICE DU FEU</b> .....	<b>22</b>
<b>Généralités</b> .....	<b>22</b>
Article 121 .....	22
<b>XI. DISPOSITIONS PENALES ET FINALES</b> .....	<b>23</b>

**Responsabilité ..... 23**  
Article 122 ..... 23

**Amende..... 23**  
Article 123 ..... 23

**Entrée en vigueur ..... 23**  
Article 124 ..... 23

